Familles à l'épreuve de l'étalement urbain dans l'espace du grand Bamako, Mali

Coping with the urban sprawl: family changes in the area of Bamako (Mali)

Monique Bertrand

1 Ce texte explore la dimension spatiale des changements familiaux dans le contexte régional du « grand Bamako ». Aux populations du district de Bamako s'ajoutent en effet celles de 26 localités de plus 5 000 habitants comptées dans le cercle administratif voisin de Kati et de villages en voie d'urbanisation rapide, du fait de l'intérêt qu'ils suscitent pour les citadins en quête de parcelles à bâtir et de loyers peu élevés. Le tout porte la capitale malienne à 2,5 millions d'habitants lors du recensement de 2009.

2 Avec une croissance démographique dépassant les 5 % par an dans la ville déjà constituée, et parfois plus du triple dans l'agglomération, cet étalement spatial est spectaculaire. Sa dynamique n'est plus principalement d'apport migratoire, mais est devenue de redistribution centrifuge, sans pour autant être soutenue par un aménagement public. De constants retards et inégalités en matière d'équipement collectif, des limites structurelles en matière d'habitat et de déconcentration de l'activité économique, tout cela laisse aux ménages le soin d'adapter leur mobilité urbaine à des distances accrues et de promouvoir eux-mêmes leurs logements, au prix de concurrences et d'exclusions marchandes qui contribuent aux tensions politiques vécues par le Mali dans la dernière décennie. Les représentations ordinaires de la ville font donc écho à celles de la famille dans un commun registre de « crises d'autorité » et de perte de cohésion sociale [Bertrand, 2021].

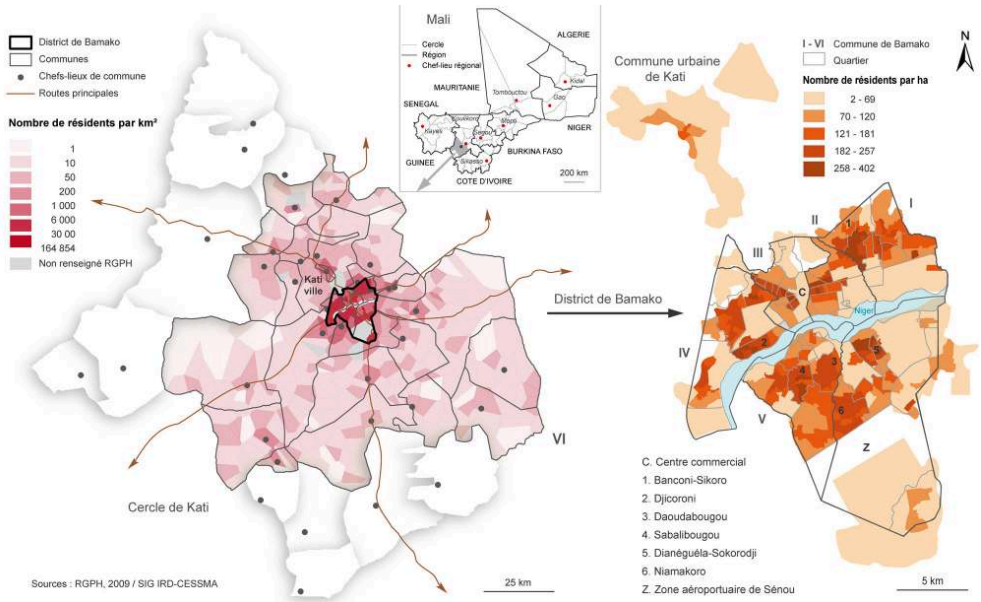
3 Ce poids démographique oblige cependant à mesurer plus sûrement les discriminations que les ménages subissent aujourd'hui pour leur accès au sol et aux services essentiels. L'étalement urbain oblige à suivre non seulement la densification des maisonnées établies sur les plus anciennes parcelles d'habitation, mais aussi la grande agglomération que dessine la quête de logements individualisés des enfants de ces familles citadines. L'extension de Bamako permet ainsi de confronter le cycle de vie des

individus, selon leur génération, celui des lignées qui en contrôlent encore les mariages, et celui des quartiers dans une aire d'influence urbaine ressentie jusqu'à trente kilomètres du centre-ville.

4 L'hypothèse de la nucléarisation des familles citadines est discutée depuis longtemps dans cette Afrique intérieure très majoritairement musulmane. Mais il ne s'agit pas seulement d'envisager la réduction de la fécondité qu'elle est supposée aborder selon des modèles extérieurs de transition démographique et de production urbaine, auquel le slogan de promotion immobilière « Un ménage, un toit » fait aujourd'hui référence. Le poids des jeunes et des natifs de la ville peut certes encourager cette lecture de la famille moderne. Mais ses attendus sociologiques ne sont guère représentés dans la capitale malienne, y compris pour ses élites : un renoncement à la polygamie, une redistribution plus égalitaire des rôles domestiques des hommes et des femmes, l'émancipation résidentielle des jeunes couples. Dans ces conditions, on se demande ici si les nouvelles banlieues urbaines s'inscrivent en continuité ou en déconnexion des transformations que connaît déjà le district de Bamako, et si notamment elles ouvrent la voie à des patrimoines immobiliers constitués plus tôt et à des décohabitations plus systématiques dans le cycle de vie des ménages.

5 En glissant d'une aire de référence de 280 km², dans laquelle la densification de la ville s'apprécie à l'hectare, à une autre de 980 km², où le dégradé des densités est mesuré au km² (Fig.1), cet article offre surtout une image mieux territorialisée du changement social à l'œuvre. Pour comprendre comment l'étalement urbain diversifie avant tout les ménages bamakois, il privilégie trois observations : leur constitution matrimoniale permettra d'aborder le maintien en ville de la norme du mariage, qui place les épouses en cadettes sociales des hommes ; les pratiques d'accueil des familles introduiront aux contraintes économiques pesant sur la reproduction d'un schéma résidentiel élargi ; leurs inégales capacités à se distancier des ressources des lignées d'origine feront jouer enfin trois modèles de peuplement urbain vers les périphéries d'agglomération.

Figure 1 – Situation de l'aire d'étude du grand Bamako dans le cercle de Kati et densités de population en 2009



1. Un changement social sahélien, des tendances urbaines sans cartes

1.1. Famille et transition démographique

6 Nourri de bilans nationaux et de prospectives continentales, le champ d'étude de la famille se réfère d'abord à une dynamique démographique particulièrement forte en Afrique. Les transformations de la nuptialité et de la fécondité s'inscrivent dans le sillage de celles marquant la mortalité et la natalité. Mais elles sont encore timides, n'infléchissent pas significativement l'accroissement de la population et préservent des normes sociales largement partagées : d'un côté un léger recul du mariage des adolescentes, de l'autre des écarts d'âge toujours conséquents entre conjoints ; ici l'augmentation du nombre de femmes chefs de ménage, là des pratiques encore fréquentes de confiage des enfants [Tabutin & Schoumaker, 2020].

7 L'état de l'art sur l'Afrique francophone compte de plus les résultats de plusieurs grandes enquêtes urbaines ayant mesuré, depuis les années 1980, le renouvellement des générations dans les suites des programmes d'ajustement structurel [Antoine *et al.*, 1998 ; Grab, 2009]. Vingt ans plus tard, rares sont pourtant les études confrontant les changements économiques que vivent les ménages urbains et les transformations de leur cadre de vie. Les données géo-référencées font certes défaut dans les villes concernées. Mais la limite porte surtout sur un questionnement plus général de leur hétérogénéité, selon des facteurs qui peuvent se cumuler ou se contrarier pour rendre compte de profils locaux. Il ne s'agit plus de distinguer des élites scolarisées et salariées, susceptibles de suivre une voie de nucléarisation familiale, ni de réfuter ce modèle en observant là où, de fait, il se vérifie : chez les ménages les plus démunis. Il s'agit de prendre acte de ressources urbaines fonctionnant toutes « à guichets fermés » depuis le tournant économique libéral qu'ont pris les agglomérations [Antoine & Diop, 1995], et d'en suivre les redéploiements territoriaux.

8 Dans les comparaisons portant sur le continent africain, le Mali illustre un profil sahélien de transition démographique marqué par de forts habitus migratoires : la fécondité reste élevée en ville[1]. Elle annonce en dividende des jeunes plus nombreux que dans les générations précédentes, mais dont la formation n'a pas suffisamment progressé. Les pratiques qui pourraient contrarier ces naissances, telles que le retard de l'âge au mariage ou l'instabilité matrimoniale, restent perçues comme disruptives ou liées aux aléas de la migration, notamment internationale. Elles sont moins souvent le signe de l'émancipation des femmes que celui de vulnérabilités économiques.

9 La capitale domine les tendances du milieu urbain malien lorsque celui-ci est comparé avec les moyennes rurales. À cet égard, l'intérêt porté à la taille des ménages vivant dans les grandes villes africaines et à ses variations n'est pas nouveau [Antoine & Herry, 1983 ; Bertrand, 1999 et 2012]. Qu'on les définisse par un « toit » ou selon la « marmite » des consommations domestiques [Pilon *et al.* 1997 ; Vignikin & Vimard, 2005], ils deviennent aussi le point d'observation de nouveaux arrangements. Ces comportements émergents ne démentent pas, cependant, le rôle du mariage et des unions polygamiques ; pas plus qu'ils ne font table rase du partage des responsabilités entre hommes et femmes en matière de logement et d'intéressement aux ressources urbaines [Dial, 2018 ; Calvès *et al.*, 2018]. Prendre le pouls des changements revient davantage à montrer comment les familles sont tiraillées entre solidarités et ruptures,

entre les subordinations qu'elles inculquent aux cadets sociaux et les négociations qui s'y font jour à l'égard des tuteurs.

1.2. De l'insertion des migrants à la pluralité des modèles familiaux : l'individuation des pratiques urbaines en questions

10 Vue des relations entre urbanisation et migration, la famille ne s'impose pas moins aux travaux interrogeant, dès les années 1980, la transformation des marchés du travail et des offres immobilières des villes [Le Bris et al, 1987]. Le sillon d'étude est déjà tracé par les travaux consacrés aux migrations internationales, qui ont depuis longtemps soulevé ces tensions entre contrôle social et autonomisation des jeunes, en ont suivi les conséquences au sein de lignées délocalisées, re-territorialisées ou trans-localisées. D'autres observations se concentrent sur le rôle des femmes dans l'économie urbaine, sur les capacités qu'elles en tirent pour leur vie conjugale ou selon des profils monoparentaux [Antoine & Marcoux, 2014 ; Doquet, 2014].

11 Les micro-adaptations que suscite la vie urbaine s'illustrent au fil d'enquêtes plus qualitatives que les précédentes : déplacement des subordinations intergénérationnelles, émergence de choix plus sélectifs, d'arbitrages plus exigeants, de recours plus individués, montée en puissance d'un vieillissement précaire, au lieu d'être socialement valorisé [Antoine, 2007]. Qu'on le suive par des hommes ou des femmes, par les jeunes ou leurs aînés, le rôle de filet de sécurité que peuvent jouer les solidarités familiales est donc questionné au prisme de multi-résidences et de ressources pluri-localisées, qui multiplient les distances en ville et avec la ville. Ici le maintien de la polygamie s'apprécie en suivant des maisons distinctes ; ailleurs les petits logements d'une même concession ne montrent que des célibataires non-apparentés, en quête d'opportunités d'étude.

12 Ces nouveaux objets d'étude sociologique contribuent cependant peu à l'information territoriale des villes. La catégorie de banlieue que mobilisent certains auteurs reste floue. Fonctionne-t-elle comme réceptacle, comme vecteur ou matrice du changement social ainsi appréhendé ? Rares sont en effet les démarches livrant des résultats spatialisés [Delaunay & Boyer, 2017], et plus encore celles s'attelant à une série de mesures des ménages pour aborder les disparités d'une agglomération [Borderon, 2014 ; Fournet *et al.*, 2008 ; Lessault & Imbert, 2013]. Les approches anthropologiques de la famille pressentent les effets d'un changement d'échelle de l'urbanisation, mais elles n'offrent pas plus de cartes des villes que les études à grands échantillons déjà cités. On en reste alors à une comparaison urbain/ rural qui ne permet pas d'en aborder l'interface, ou à un classement des villes par taille qui n'en propose pas de grille de lecture interne. Leur dualité juridico-morphologique – quartiers réglementaires *vs* informels – mérite pourtant d'être confrontée aux transformations de l'action publique et des marchés fonciers depuis les années 1990.

13 Mais pour mesurer l'avancée de la transition démographique au Mali, le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) n'est guère exploité en-deçà du cadre statistique agrégé de la région et du cercle administratif. Jusqu'en 2009, ses résultats ont négligé la dynamique interne d'une capitale-région dont la population avait pourtant plus que quadruplé depuis 1976. Depuis ce 4ème RGPH, elle ne cesse de déborder sur la région voisine. Ses deux communes méridionales, devenues les plus

peuplées des six sur la rive droite du Niger, compte chacune plus d'habitants que 41 des 49 cercles du pays.

14 Quant aux migrants enquêtés 17 ans plus tôt dans le district [Ouédraogo & Piché, 1995], ils ont été classés selon la simple opposition de quartiers lotis et irréguliers, au moment où les seconds faisaient l'objet d'opérations de régularisation et de « redressement » qui les ont finalement raccordés aux réseaux d'eau et d'électricité. Dans la même période, les lotissements administrés, censés être mieux aménagés, montraient quant à eux un environnement dégradé, cousu d'insuffisances techniques. Les marges urbaines d'hier ont donc connu une densification et une verticalisation qui a changé la donne, tandis qu'une nouvelle génération de lotissements gagnait les limites du district et comblait ses derniers vides au tournant du siècle.

15 La carte urbaine qui se profile pour les décennies à venir n'est assurément plus la même. Les contraintes de la mobilité urbaine s'y sont accrues : les navettes quotidiennes des actifs s'effectuent dans un rayon de plus de vingt kilomètres, mais profitent d'un parc de motos devenu prédominant en vingt ans. Elles s'ajoutent aux difficultés de la mobilité résidentielle qui ne trouve plus d'options, loyers abordables ou parcelles disponibles, qu'au-delà du district : dans le cercle de Kati. Reste à informer ce continuum spatial et le changement social que le flux résidentiel diffuse vers le milieu rural.

1.3. Données d'étude : vers des tendances spatialisées

16 Pour établir une mesure infra-communale en même temps que reculent les limites de l'agglomération, l'étude exploite principalement les données Individus et Ménages du recensement malien de 2009[2]. Leur analyse valorise deux formats territoriaux : d'une part la soixantaine de quartiers déjà constitués au 20ème siècle à Bamako ; d'autre part une aire de prospective impliquant des localités sous influence de la capitale mais très inégalement peuplées dans le cercle rural [Bertrand et Deleau, 2021].

17 Le recensement catégorise en effet ces localités comme quartiers dans les communes urbaines et comme villages dans les communes rurales, en dépit d'une population parfois importante – jusqu'à 96 000 habitants ! – aux portes du district. Les premiers dépassant fréquemment 5 000 habitants, l'analyse recourt à un autre niveau d'agrégation des données, plus homogène, dans les sept communes urbaines de l'étude : les six de Bamako, auxquelles s'ajoute celle du chef-lieu de cercle (Fig.1). 322 districts de dénombrement (DD) y ont été découpés par la cartographie censitaire pour le contrôle des opérations de collecte, chacun correspondant à une population attendue de 5 à 6 000 résidents. Ce dernier géo-référencement ne couvre donc qu'une partie du continuum Bamako-Kati. Mais il permet d'aborder l'hétérogénéité des plus gros quartiers urbains.

18 Les autres localités sont informées de manière tout aussi inédite. Le SIG dédié à l'analyse a permis d'en limiter le nombre dans un rayon d'une trentaine de kilomètres depuis le centre de Bamako, sur 26 des 37 communes de Kati. Avec ces 342 villages, au lieu des 522 recensés, ce sont 960 000 habitants qui sont ajoutés au 1,8 million du district. Le SIG donne surtout une extension à ces localités qui n'ont toujours pas de limites cartographiées vingt ans après la mise en place de leurs communes. Les communautés coutumières sont effet réticentes à l'égard d'une définition territoriale figée et imposée d'en haut, tandis que la carte des quartiers urbains est déjà établie

administrativement, et bien reconnue socialement. On l'a donc prolongée de polygones de Thiessen, purement géométriques, établis depuis chacun des points villageois à mi-distance des points voisins (Fig.1).

19 Reliant deux entités administratives, ce fond cartographique permet alors d'apprécier les caractéristiques des ménages et celles leurs membres. Combinées entre elles, ces données permettent surtout de produire d'autres variables, de composition, analysant les rapports hébergés / hébergeurs au sein des ménages et la présence de plus d'un logement dans les concessions. Les caractéristiques des hommes mariés sont enfin reliées à celles de leurs épouses. L'information est surtout territorialisée par le biais de matrices décrivant chaque localité ou district de dénombrement selon les mêmes descripteurs.

20 Donnant le même poids statistique à tous les objets géographiques, indépendamment de leur poids démographique, les cartes permettent en effet de les comparer selon des valeurs relatives, pourcentages, moyennes ou ratios, et selon la dispersion que chacune des catégories introduit en propre. Face au grand nombre de variables que compte le recensement, la méthode consiste à sélectionner les descripteurs montrant les plus forts écarts-types. Un résumé de l'information géographique est ensuite livré par classification ascendante hiérarchique. Les différentes composantes spatiales de la ville sont donc classées selon la distance statistique qu'elles présentent entre elles (mesures de dissimilarité et variance inter-classes) et par rapport au barycentre de leur classe (similarité et variance intra-classe).

2. De l'origine des unions à la charge résidentielle des lignées bamakoises

21 En 2009, la population est âgée en moyenne de 21 ans dans le district et de 20 ans dans le cercle de Kati. Dans ce contexte jeune, les natifs de la ville ont donc pris une importance décisive. Si 62 % de ses résidents y étaient nés en 1998, contre 5 % dans le cercle de Kati, l'intensité des flux résidentiels se manifeste lors du recensement suivant, quand la proportion des natifs de Bamako a doublé dans le cercle. L'information d'un groupe plus âgé, celui des chefs de ménage et de leurs épouses, rappelle alors les caractéristiques des générations précédentes et l'impact de la migration sur les classes d'âges adultes.

2.1. Qui épouse qui ?

22 Les référents des ménages ont en moyenne 44 ans dans le district, deux ans de moins que dans le cercle de Kati. Les femmes sont légèrement plus âgées que les hommes, mais elles restent très minoritaires (12 %) à la tête des ménages bamakois. Les chefs de ménage sont en effet majoritairement mariés, et la polygamie progresse parmi eux (Tab.1).

Tableau 1 – Etat matrimonial des chefs de ménage résidant dans le district de Bamako, selon le sexe (%)

RGPH	Célibataire	Marié.e* monogame	Marié.e* polygame	Veuf.ve	Divorcé.e Séparé.e	Union libre Concubinage

	H	F	Tot	H	F	Tot	H	F	Tot	H	F	Tot	H	F	Tot	H	F	Tot
1998	10,4	8,4	10,2	70,2	38,6	66,4	18,0	8,6	16,8	0,8	37,5	5,2	0,7	6,9	1,4	-	-	-
2009	9,8	11,4	10,0	63,4	26,9	59,2	24,9	20,2	24,4	0,8	35,5	4,8	0,5	5,7	1,1	0,5	0,2	0,5

* Distingue les femmes mariées à des hommes monogames et les épouses de polygames.

23 Les foyers formés par des jeunes détachés de la résidence de leurs parents sont stables en valeur relative, mais ce n'est plus le fait des seuls migrants. Depuis les maisons familiales surchargées, des tuteurs s'enquièrent de chambres à louer à l'extérieur pour y faire dormir des adolescents qui n'ont plus de place en famille, mais continuent d'y manger. Les constructions qui se multiplient en périphérie urbaine font de même apparaître des ménages fragmentaires assignant des « petits frères » à la surveillance des chantiers, moyennant le bénéfice d'un toit.

24 Le mariage reste cependant largement dominant chez les hommes. Les ruptures d'union ne les laissent veufs ou divorcés que provisoirement, ce qui n'est pas le cas des femmes : en 2009, ces référentes ne sont mariées que pour une moitié d'entre elles dans les communes urbaines, contre 36 % de veuves et 6 % de divorcées. Pour ces femmes encore en union, la distance avec la résidence du mari découle plus souvent de son émigration, ou d'un manque de place chez la coépouse, que d'une voie autonome d'éloignement.

25 Deux caractéristiques des unions montrent enfin un écart-type faible (moins de 6) ou négligeable dans les communes urbaines. La polygamie concerne près du quart des référents en 2009. Sa diffusion spatiale est contrastée mais n'est corrélée ni au niveau immobilier des quartiers ni à leur distance du centre-ville. Quant à l'écart d'âge entre conjoints logés sous le même toit, il rappelle le profil sahélien de Bamako : les données de la ville et celles de ses environs convergent autour d'une moyenne stable de 12 ans. La constitution des ménages reste donc marquée par le statut de cadettes, démographiques et sociales, qu'ont les femmes à l'égard des hommes et que le milieu urbain ne transforme guère.

26 Menée en 2011, l'enquête « Pratique du logement et mobilités urbaines » précise cette donne matrimoniale en informant les origines des conjoints et les ressources qu'ils tirent de la ville[3]. Son échantillon de 1 027 ménages est réparti entre sept secteurs du district et trois autres des périphéries urbaines. Plus de 800 couples partageant la même résidence sont ainsi renseignés, parmi lesquels la polygamie concerne 35 % des conjointes et 28 % des conjoints. Alors que seulement 4 % des épouses de monogames résident ailleurs que dans la maison de leur mari, pour des raisons diverses, la proportion monte au tiers des épouses de polygames, qui font alors système résidentiel sur plusieurs quartiers, régions ou pays. En cela la polygamie est bien une affaire de standing économique, ce qui peut expliquer sa progression en ville : non seulement parce qu'elle tend à donner plus d'enfants aux maris que par le fruit d'une seule union, mais aussi parce qu'elle multiplie les responsabilités qui sont habituellement attribuées aux hommes en matière de logement.

27 La comparaison des origines géographiques des conjoints cohabitant montre ensuite une forte ressemblance : parmi les quatre catégories retenues, 62 % des épouses relèvent du même lieu de naissance que leur mari. La coïncidence par région va même

plus loin pour les migrants nés au Mali, les plus nombreux parmi les chefs de ménage, puisqu'elle se vérifie aussi à l'échelle du cercle voire du village de naissance. Beaucoup d'hommes ont certes contracté leur mariage avant de s'installer en ville, mais d'autres l'ont fait après, en suivant le choix matrimonial balisé par le milieu rural d'origine. 59 % des natifs de Bamako épousent eux aussi des ressortissantes de la ville. Mais leur choix s'ouvre à des femmes issues de communes et de quartiers plus variés, et par conséquent à des logiques plus individuées. Les deux provenances les moins représentées comptent finalement les plus faibles taux de ressemblance : 47 % pour les natifs du secteur périurbain et 26 % pour ceux de l'étranger.

28 La dissemblance entre conjoints augmente pourtant quand la comparaison porte sur les enjeux de formation, d'emploi et de mobilité quotidienne. Les meilleurs bénéfices à tirer de la ville sont ainsi bien moins partagés au sein des ménages. L'hypothèse d'une mobilité sociale co-préparée par les hommes et les femmes, depuis leurs familles d'origine, se brouille ainsi à l'examen du niveaux d'étude, qui n'est le même que pour un tiers des couples. 78 % des hommes non-scolarisés, 41 % de ceux n'ayant pas dépassé le cycle primaire, ont certes épousé une femme elle-même non-scolarisée, du fait d'un accès à l'école globalement médiocre[4]. Mais la ressemblance tombe à 26 % chez les hommes ayant fréquenté le lycée et à 21 % pour ceux qui ont étudié à l'université.

29 Moins d'un couple sur cinq présente alors les mêmes statuts d'emploi dans l'activité économique. 52 % des épouses restent en effet dans la catégorie « Ménagère », et 5 % sont inactives pour cause d'études. Parmi celles qui exercent un travail rémunéré, seules les « indépendantes sans employé » partagent significativement ce statut avec leur mari (43 %), soulignant le profil d'emploi informel qui prévaut à Bamako. Les salariés du secteur public ne présentent que 18 % d'épouses actives selon le même statut, et la ressemblance tombe à moins de 10 % pour les employés du secteur privé.

30 Le gap économique se vérifie enfin dans les conditions de déplacement quand ces actifs travaillent à distance de la maison (248 couples). 20 % seulement des chefs de ménage qui se déplacent à pied vers leur lieu de travail, 15 % des hommes qui empruntent un minibus de transport en commun, ont une épouse qui fait de même depuis le domicile commun. Massivement acquises depuis les années 2000, les motos importées d'Asie semblent changer la donne en assurant une meilleure convergence de pratiques (47 % des actifs). Elles ont d'ailleurs bouleversé la circulation routière dans l'agglomération et intéressent aussi les enfants des ménages dans leurs déplacements vers des écoles plus éloignées des lieux d'habitation. Mais la ressemblance est moins l'indice d'un rattrapage d'équipement pour les femmes, que celui de l'usage partagé de ces véhicules privés permettant aux épouses de bénéficier des facilités de leurs maris. De même, les couples réservant le minibus à l'épouse sont à peine plus nombreux que ceux dont les deux actifs se déplacent ensemble dans la voiture personnelle du mari.

31 Articulée aux décalages d'âge et de niveau d'étude des conjoints, qui restent structurels chez les adultes nés avant les années 1990, l'infériorité économique des femmes mariées est donc générale à Bamako. Loin de se résorber dans les familles les plus aisées, elle n'en rend que plus sensibles leurs difficultés lorsqu'elles perdent leur époux ou s'en séparent sans perspective de remariage. On comprend alors l'enjeu que représente le maintien des liens avec les lignées d'origine.

2.2. La composition des ménages

32 Si l'hypothèse de la nucléarisation des familles citadines ne domine plus le débat du changement social dans les mêmes termes qu'au moment des indépendances africaines, le cycle de vie des ménages continue de faire varier leur taille normalement. Tous âges des référents égaux par ailleurs, les ménages en location et ceux des femmes sont aussi deux fois plus petits, en moyenne, que les ménages installés dans la propriété. Faute de satisfaire les attendus d'épanouissement familial, leur situation est vécue dans une certaine honte sociale.

33 La moyenne des ménages bamakois, 6,3 personnes en 2009 contre 6,1 pour le milieu rural malien, reste remarquablement stable d'un recensement à l'autre. Un ménage sur six n'est constitué que d'une ou deux personnes dans les sept communes urbaines, 11 % dépassent les douze personnes. Mais avec de faibles écarts-types entre les districts de dénombrement, ce ne sont pas ces valeurs qui font significativement varier la charge habitante de la ville : plus déterminante est la répartition des ménages dans un bâti qui compte banalement plus d'un logement par parcelle.

34 La question posée aux ménages de chaque génération est d'abord celle de l'accueil d'autres personnes, apparentées ou non, aux côtés d'un noyau familial constitués d'épouses et d'enfants. Ces « Frères et sœurs », « Pères et Mères », « Petits-enfants », « Neveux et nièces », « Oncles et tantes », « Beaux-parents », « Autres parents », « Domestiques » et « Sans lien de parenté » rendent compte des arbitrages à l'œuvre entre conjoints pour répondre aux pressions de leurs lignées respectives. Leur nombre a presque doublé entre 1998 (246 000 personnes) et 2009 (468 000), mais ils ne représentent plus que 11 % des membres des ménages bamakois en 2009, contre 27 % en 1998. Comme dans d'autres capitales ouest-africaines, l'accueil est devenu plus sélectif [Delaunay et Boyer, 2017].

35 Classés en familiaux, sociaux et économiques, ces hébergements justifient une première typologie des ménages selon leurs capacités et déterminations à entretenir en ville, au moins provisoirement, des « gens du village » (Tab.2)

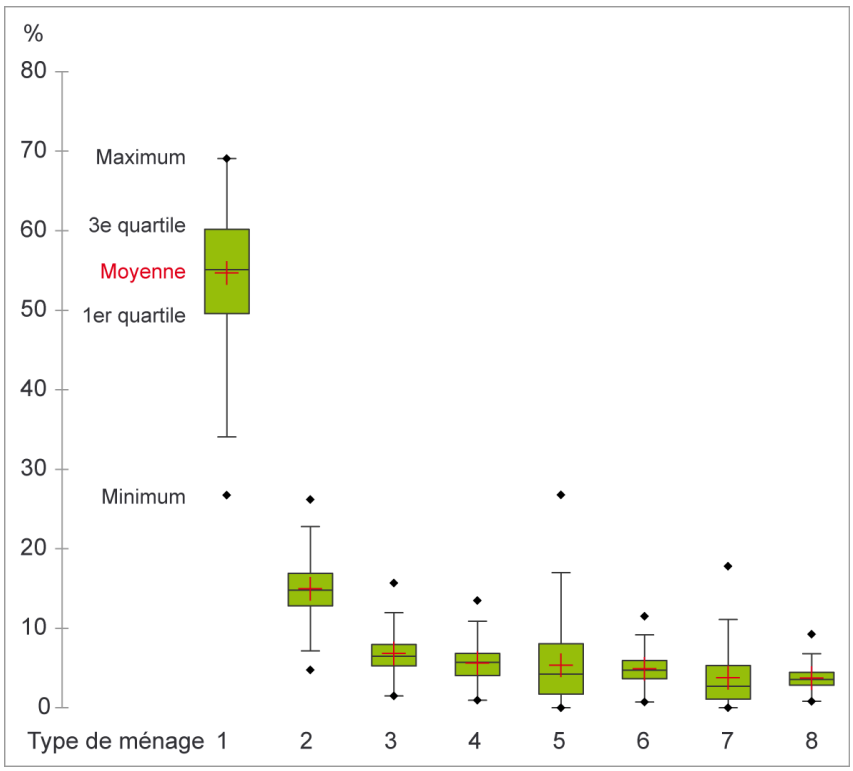
Tableau 2 – Composition des ménages ruraux et urbains en 2009

Agrégats censitaires	**Cercle de Kati**			**District de Bamako**			**323 DD**
Type de ménage : Noyau +	**Nb**	**%**	**Nb pers.**	**Nb**	**%**	**Nb pers.**	**Ecart-type**
1. Noyau seul	82 763	**63,0**	5,2	137 412	**55,4**	4,2	7,6
2. + Collatéraux	13 870	**10,6**	7,3	37 373	**15,1**	6,7	3,0
3. + Autre famille	10 284	**7,8**	7,2	16 896	**6,8**	6,4	2,4
4. + (beaux)Parents-Petits enfants*	11 548	**8,8**	8,1	13 728	**5,5**	7,5	2,2
5. + Domestiques	1 491	**1,1**	6,2	12 389	**5,0**	5,9	4,4

6. + (beaux)Parents-Petits enfants + Collatéraux	6 645	**5,1**	10,1	12 163	**4,9**	10,5	1,9
7. + Collatéraux + Domestiques	3 507	**2,7**	9,9	9 278	**3,7**	9,7	3,5
8. + Collatéraux + Autre famille	1 159	**0,9**	8,8	8 651	**3,5**	8,5	1,4
Compositions les plus représentées	**131 267**	**100,0**		**247 890**	**100,0**		
Autres compositions	12 798			38 491			

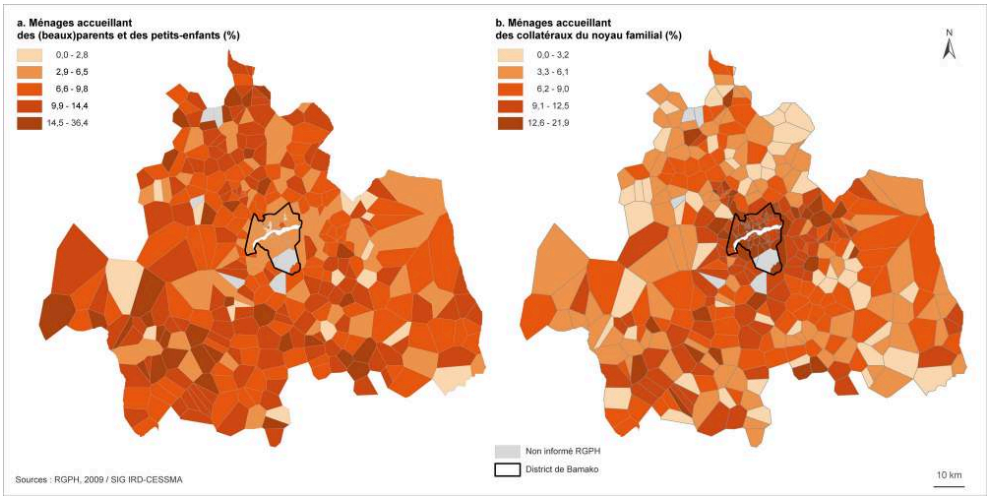
* Il s'agit d'enfants confiés à leurs grands-parents quand les pères émigrent à l'étranger.

Figure 2 – Variation statistique des ménages dans les districts de dénombrement des communes urbaines en 2009



36 Comme le montrent les huit combinaisons les plus représentées, les proportions prises par ces ménages inégalement chargés varient peu dans les communes urbaines (Fig.2). Mais la typologie relie plus souvent au district les configurations nucléaires et les accueils de jeunes collatéraux et/ou d'employés domestiques, tandis que les familles élargies, de types Noyau +, sont mieux représentées dans le cercle de Kati. Celui-ci valorise de plus l'accueil d'épouses confiées avec enfants à leurs belle-famille par des maris partis « à l'aventure » (Fig.3a). Depuis de nombreux villages, en effet, l'émigration internationale s'oriente vers la Côte d'Ivoire ou la Guinée. A l'inverse, la capitale attire à elle plus de 52 000 « bonnes » employées à l'année depuis le centre et le sud du Mali. Avec de maigres rémunérations, ce recrutement marchand élargit les ménages des employeurs-hébergeurs dans des proportions plus fortes en ville.

Figure 3 – Hébergements ruraux vs accueils urbains dans les quartiers de Bamako et les communes du cercle de Kati (26 communes rurales) en 2009



37 Quant aux parents proches des référents des ménages, ils sont les plus nombreux parmi les personnes accueillies. En 2009, pas moins de 216 000 frères et sœurs, neveux et nièces, oncles et tantes des chefs de ménage profitent ainsi d'offres scolaires et sanitaires urbaines. Leur hébergement renvoie au rôle social que tiennent les tuteurs à l'égard de leurs propres lignées, mais il rend aussi nécessaire celui de jeunes employées domestiques. La carte des plus fortes valeurs, jusqu'à plus d'un ménage sur cinq accueillant ces collatéraux, suit ainsi l'extension de la ville hors des limites du district en inversant celle des accueils plus typiquement ruraux (Fig.3b).

2.3. Cohabitations intergénérationnelles dans l'agglomération

38 Le renouvellement des familles bamakoises ne se limite pas à ces accueils au sein des ménages. Il se manifeste surtout au partage de l'offre immobilière des concessions.

39 Le district de Bamako compte en effet 2,2 ménages par maison en 2009. Cette charge résidentielle dépasse les valeurs enregistrées dans le milieu rural (1,8), tend même à progresser par rapport à 1998 (2,0) et constitue un facteur essentiel de l'inégale densification des quartiers. Avec leurs familles constituées depuis trois ou quatre générations, les lotissements créés sous la colonisation présentent ainsi des records de congestion résidentielle. Les secteurs moins chargés se sont peuplés plus récemment, mais ne soulagent que partiellement le ressenti général de la pression foncière. La dynamique de décohabitation se reporte alors sur le cercle de Kati, en se montrant économiquement sélective : seuls les moins démunis des ménages parviendront à y gagner des parcelles neuves à la construction ou quelques rares offres immobilières clef en main.

Tableau 3 – Composition des concessions rurales et urbaines en 2009

Agrégat censitaire	Cercle de Kati			District de Bamako			323 DD
Cohabitation résidentielle	Nb conc.	%	Nb moyen ménages	Nb conc.	%	Nb moyen ménages	Ecart-type

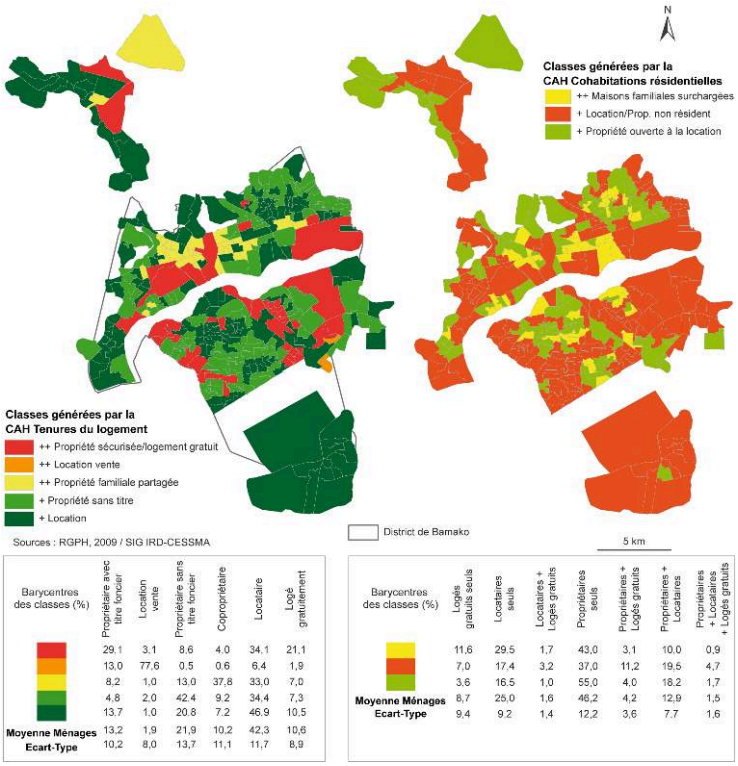
1. Logés gratuits seuls	10 325	13,2	1,5	11 420	8,5	1,2	9,4
2. Locataires seuls	11 611	14,8	1,6	34 040	25,3	2,1	9,2
3. Locataires+Logés gratuits	524	0,7	3,0	2 215	1,6	3,7	1,4
4. Propriétaires seuls	49 677	63,4	1,7	61 427	45,6	1,5	12,2
5. Propriétaires+Logés gratuits	2 658	3,4	3,5	5 780	4,3	3,0	3,6
6. Propriétaires+Locataires	3 337	4,3	3,1	17 743	13,2	3,8	7,7
7. Propriétaires+Locataires+Logés gratuits	266	0,3	5,4	2 070	1,5	5,2	1,6
Total cohabitations identifiées	**78 398**	**100,0**		**134 695**	**100,0**		

40 Les formes sociales et marchandes de cette cohabitation résidentielle sont donc décrites selon le même principe que la composition des ménages : en comptant le nombre de logements dans les concessions et en observant comment leurs propriétaires s'ouvrent ou se ferment à d'autres tenures du logement, notamment la location (Tab.3). En effet, les maisons se densifient soit avec les seuls ayants droit d'un bien commun, et jusqu'à deux générations d'héritiers de l'acquéreur de la parcelle (type 4), soit en étant partagées entre des membres de cette lignée fondatrice et des « étrangers à la famille » (types 5 à 7). Le premier cas de figure se maintient en particulier dans les quartiers centraux et péricentraux de Bamako, mais dans des proportions moindres que dans le cercle de Kati. Dans le second cas, l'ouverture à la location détermine les cohabitations les plus chargées. Elle signale les héritiers qui « n'ont pas le choix de quitter » [Bertrand, 2021], et dont la précarité résidentielle vaut celle des concessions entièrement dévolues à la location (type 2).

41 C'est donc parmi les variables informant cet environnement résidentiel des ménages, que se trouvent finalement les plus fortes dispersions statistiques enregistrées par les districts de dénombrement urbains. Sur les 26 observations mesurant le type d'habitation, la tenure du logement, la charge démographique et le type de cohabitation dans la concession, neuf présentent un écart-type supérieur à 10.

42 Ces formes plurielles que prend l'habitation urbaine rendent compte des contraintes que vivent de manière inégale les migrants récents et les membres des lignées déjà constituées pour stabiliser leurs unions, réguler leur fécondité, autoriser quelques parents à les rejoindre, maintenir les patrimoines en indivision ou les partager, et décohabiter d'une génération à l'autre. Les deux classifications dédiées aux mode d'occupation du logement et aux cohabitations dans les concessions (Fig.4) donnent ainsi une idée des discriminations économiques qui ont fait diverger les profils de quartier dans les dernières décennies, en suivant l'augmentation des coûts des loyers, des parcelles à bâtir et d'une propriété sécurisée.

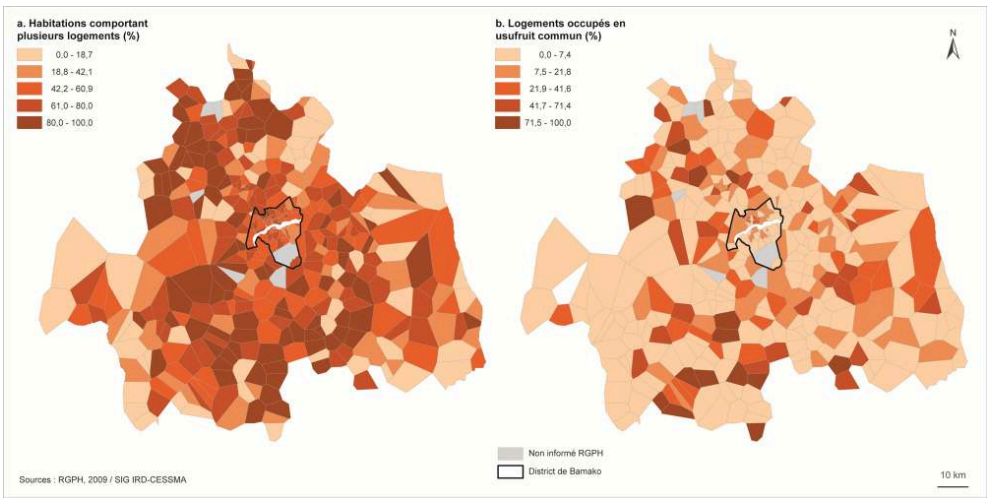
Figure 4 – Occupation des logements et des concessions dans les districts de dénombrement urbains de Bamako en 2009



43 Les dernières opérations de lotissement introduisent en effet des parcelles viabilisées et titrées, et déjà une promotion immobilière clef en main. Elles font perdre aux périphéries de Bamako la relative homogénéité qu'elles avaient jusque dans les années 1990, quand elles se développaient en un front de peuplement irrégulier et comme point de chute de migrants ruraux peu qualifiés. Sur la voie extensive que suit Bamako hors de ces communes urbaines, il convient donc de se demander si les stratégies de décohabitation et d'accès au sol préservent, en le reportant sur de nouveaux fronts d'urbanisation, un modèle historique de maisons qui seront occupées et transmises en nom familial. Dans les quartiers déjà densifiés, les biens fonciers et immobiliers des familles sont ainsi restés indivis sur plusieurs générations. Les parcelles ne sont que lentement subdivisées et re-clôturées ; les conflits d'héritage sont lents à trancher. Constituées de plusieurs bâtiments que les fondateurs des lignées urbaines ou leurs héritiers ont progressivement ajoutés, les maisons ne font l'objet que de partages de chambres lors du règlement des successions. Encore faut-il souvent attendre que toutes les veuves d'un polygame, voire celles des frères qu'il a pu loger avec lui, soient elles-mêmes décédées, pour décider des répartitions, de ventes ou de remaniements de propriété.

44 L'impact de cette donne intergénérationnelle se mesure dans des habitations catégorisées en « Concessions à plusieurs logements » par le recensement, contrepoint des maisons simples et des villas (Fig.5a). Emblématique de l'habitat de cour africain, ce bâti continue de dominer le continuum Bamako-Kati (57 % des logements des ménages), tout en y montrant l'écart-type le plus élevé (21). La carte ne montre pourtant ni rupture ni gradient territorial entre le district et ses environs.

Figure 5 – Le modèle historique des maisons familiales en 2009 : quartiers de Bamako et localités du cercle de Kati (26 communes rurales)



45 Il en va de même des maisons occupées par des « copropriétaires » (9 % des ménages), selon la catégorie censitaire désignant les ayants droit de biens partagés, qui sont eux aussi à examiner pour ce passage de témoin d'une génération urbaine à l'autre (Fig.5b). Après une phase de jeunesse dans l'histoire des lignées familiales, ces concessions amorcent leur propre cycle de maturation-densification et de vieillissement au fur et à mesure que les fils des primo-propriétaires constituent leurs propres ménages, se répartissent sur de nouvelles pièces et se compriment au retour en famille de sœurs divorcées. Ces pratiques d'usufruit font le contrepoids aux propriétaires dotés d'un titre foncier, sésame de l'autonomie que revendiquent les 10 % de ménages les plus aisés en s'orientant vers la périphérie urbaine. La carte de la propriété partagée ne montre pas, quant à elle, de franche discontinuité entre Bamako et le milieu rural.

3. Cycles de densification, modèles de diffusion urbaine

46 Les districts de dénombrement et les localités se complètent finalement pour offrir une perspective d'étude mieux spatialisée. Les disparités territoriales que vivent les familles se jouent en effet à l'échelle d'une agglomération aux contours encore flous, mais elles se préparent en son centre.

3.1. Contrastes territoriaux dans la ville déjà constituée

47 Dans le renouvellement de la population du district, on peut ainsi se demander quelle place prennent les variables touchant à la constitution et à l'insertion résidentielle des ménages, parmi d'autres sources d'hétérogénéité urbaine ; et si elles sont directement constitutives de gradients spatiaux ou plus discrètement dépendantes d'autres facteurs.

48 L'exploitation des données censitaires de 2009 renouvelle incontestablement la typologie des quartiers bamakois, en dépassant les oppositions sommaires de type ville légale *vs* illicite, quartiers centraux *vs* marges urbaines. Une première classification rassemble ainsi toutes les variables relatives aux ménages : celles déjà abordées, ainsi que des indicateurs classiques de qualité du bâti et d'équipement des logements. Le

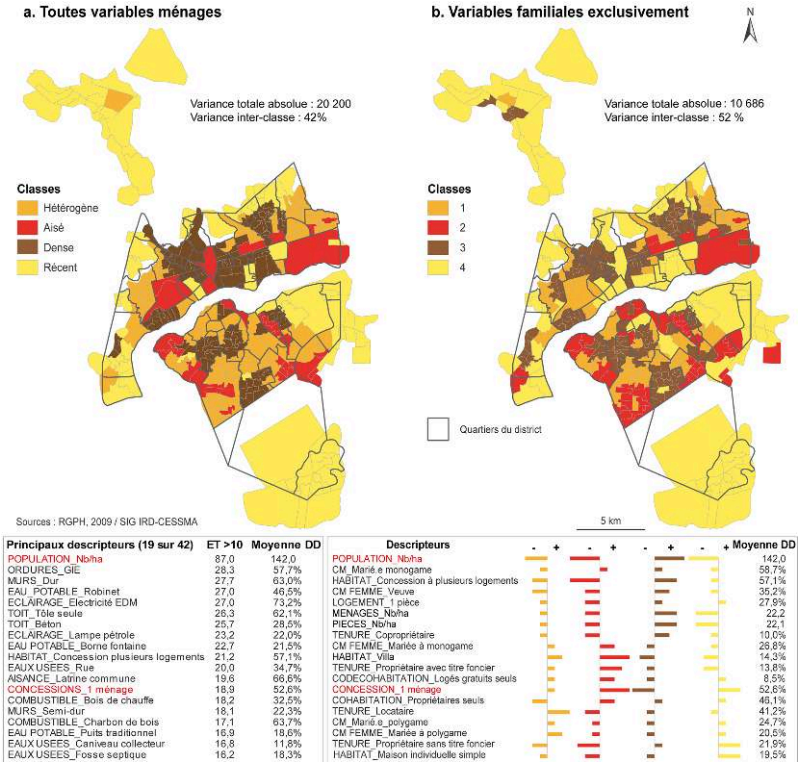
nombre de pièces, les matériaux des murs, des toits et des sols, l'équipement sanitaire, l'approvisionnement en eau, le combustible de cuisine, l'éclairage, l'évacuation des eaux usées et des déchets solides, permettent de graduer les quartiers entre eux, des meilleures performances immobilières aux fortes précarités économiques.

49 La ville en ressort largement transformée depuis les années 1990. Les meilleurs investissements résidentiels font le lien entre deux générations de production des lotissements : administrés jusqu'alors, sans guère d'aménagement à la clef, puis sous conditions de viabilisation et de délivrance de titres fonciers dans la décennie suivante (fig.6a : classes 1 et 2). Les dernières opérations gagnent les limites du district où elles disputent ses dernières réserves foncières avec des extensions irrégulières. Les périphéries urbaines ne dépendent donc plus d'un profil unique de marge sociale. Elles se montrent désormais contrastées et fonctionnent en pivot de redistribution des ménages vers le cercle de Kati.

50 Pour interroger la pression des familles en particulier, une seconde synthèse statistique est produite sur la même couche géographique, avec le même nombre de classes (fig. 6b). Parmi les descripteurs résidentiels discutés précédemment, elle laisse de côté les caractéristiques physiques des logements mais ajoute quelques données individuelles, comme le statut matrimonial, l'âge et le sexe du chef de ménage. Comme dans le cas précédent, seules les observations les plus discriminantes sont retenues.

51 A l'échelle des districts de dénombrements urbains, la dispersion des valeurs informant les logements et leur équipement est souvent plus forte que celle engendrée par la description de leurs occupants, et dépend surtout des contrastes de densité de la population. Les deux cartes s'appuient donc sur des séries statistiques différentes : 42 descripteurs pour la première, qui a bien le plus d'effet sur les contrastes urbains ; 19 pour les variables familiales, qui totalisent une variance moitié moins importante.

Figure 6 – CAH des districts de dénombrement des communes urbaines de Bamako selon les variables à fort écart-type en 2009



Principaux descripteurs (19 sur 42)	ET >10	Moyenne DD
POPULATION_Nb/ha	87,0	142,0
ORDURES_GIE	28,3	57,7%
MURS_Dur	27,7	63,0%
EAU_POTABLE_Robinet	27,0	46,5%
ECLAIRAGE_Electricité EDM	27,0	73,2%
TOIT_Tôle seule	26,3	62,1%
TOIT_Béton	25,7	28,5%
ECLAIRAGE_Lampe pétrole	23,2	22,0%
EAU POTABLE_Borne fontaine	22,7	21,5%
HABITAT_Concession plusieurs logements	21,2	57,1%
EAUX USEES_Rue	20,0	34,7%
AISANCE_Latrine commune	19,6	66,6%
CONCESSIONS_1 ménage	18,9	52,6%
COMBUSTIBLE_Bois de chauffe	18,2	32,5%
MURS_Semi-dur	18,1	22,3%
COMBUSTIBLE_Charbon de bois	17,1	63,7%
EAU POTABLE_Puits traditionnel	16,9	18,6%
EAUX USEES_Caniveau collecteur	16,8	11,8%
EAUX USEES_Fosse septique	16,2	18,3%

Descripteurs	Moyenne DD
POPULATION_Nb/ha	142,0
CM_Marié.e monogame	58,7%
HABITAT_Concession à plusieurs logements	57,1%
CM FEMME_Veuve	35,2%
LOGEMENT_1 pièce	27,9%
MENAGES_Nb/ha	22,2
PIECES_Nb/ha	22,1
TENURE_Copropriétaire	10,0%
CM FEMME_Mariée à monogame	28,8%
HABITAT_Villa	14,3%
TENURE_Propriétaire avec titre foncier	13,8%
CODECOHABITATION_Logés gratuits seuls	8,5%
CONCESSION_1 ménage	52,6%
COHABITATION_Propriétaires seuls	46,1%
TENURE_Locataire	41,2%
CM_Marié.e_polygame	24,7%
CM FEMME_Mariée à polygame	20,5%
TENURE_Propriétaire sans titre foncier	21,9%
HABITAT_Maison individuelle simple	19,5%

52 Les données résidentielles donnent en effet le pouls des discriminations : densité inégale du vieux centre aux périphéries (classes 3/4), sélection économique accrue dans des derniers lotissements bamakois. Les quartiers nés de transactions informelles le montrent à travers leur propre dynamique intergénérationnelle : une régularisation d'ensemble, deux ou trois décennies après leur apparition, le vieillissement des pionniers qui les ont occupés depuis les années 1970-80, ont ouvert une voie de consolidation du bâti, d'ouverture à la location et de densification. Des reventes de parcelles ont fait oublier le peuplement d'origine, mal intégré à l'économie urbaine. Banconi, Daouadabougou, Sabalibougou, Niamakoro, Dianéguéla (Fig.1) ont donc perdu leur statut de marge néo-rurale et se montrent dépassés par de plus récentes productions foncières.

53 La série des observations plus spécifiquement familiales ne perturbe pas ces contrastes d'ensemble ni l'identification des gros quartiers. Mais elle en fait varier certains contours selon son propre agencement statistique. Les classes 3 et 4 s'opposent de nouveau clairement en termes de densité. La première donne à voir de nombreuses concessions à plusieurs logements, dont les ayants droits cohabitent en usufruit d'un héritage familial commun, chacun avec un nombre réduit de pièces. En découlent des caractéristiques de vulnérabilité économique et de vieillissement urbain, qui s'illustrent par la proportion de femmes veuves parmi les chefs de ménage. A l'inverse, la classe 4 fait plus rarement cohabiter les ménages, caractère qu'elle partage avec la classe 2. C'est le privilège relatif d'un standing social moyen, celui de propriétaires occupant des maisons simples mais sans titre foncier, qu'ils n'ont pas eu le temps de densifier sur les confins du district.

54 L'absence de cohabitation est au contraire recherchée par les familles de la classe 2. Elle renvoie à une stratégie résidentielle ciblant parmi les périphéries celles dont le lotissement viabilisé et sécurisé les distinguera comme des accédants privilégiés à la propriété. Ce choix individué se lit dans les fortes proportions de référents monogames, d'habitations de type villa, et dans les faibles dispositions ou nécessités à accueillir des locataires. La surreprésentation de maisons dévolue au logement gratuit est ici en trompe-l'œil. Elle ne désigne pas l'attachement de vieilles lignées à une tradition d'hébergement, mais plutôt les constructions encore en travaux, confiées à des gardiens qui n'y seront logés que le temps du chantier.

55 La classe 1 désigne enfin une densification avancée dont le contenu familial est hétérogène. Ses espaces sont associés aux plus fortes proportions d'unions polygamiques, ce qui est facteur à la fois d'épanouissement démographique et de précarité. Les concessions entièrement dévolues à la location vont dans le même sens, avec des logements médiocres et de nombreux petits ménages. Ce type de cohabitation « entre étrangers » confère une place record aux épouses de polygames qui ne trouvent pas de place dans la maison de leur belle-famille. Elles se retrouvent alors à la tête du ménage monoparental qu'elles constituent avec leurs enfants, sous un toit distinct. Quant aux maisons très peuplées du fait d'un chef de famille âgé et polygame, elles comptent aussi, à ses côtés, d'autres ayants droit qui éprouvent les mêmes difficultés que les locataires à trouver rapidement un lot à bâtir.

56 La typologie des quartiers issue de cette sélection confirme donc la nécessité de croiser l'histoire des quartiers et celle de leurs occupants. Quand les enfants des premiers propriétaires avancent en âge, restent dans « la maison du vieux » ou y reviennent après un divorce, ils donnent une nouvelle épaisseur au schéma résidentiel pionnier de leurs parents. Mais ce processus de densification *in situ* est bien contrarié par des choix résidentiels plus individués, recherchant avant tout une décohabitation et prospectant les marchés fonciers qui ont explosé depuis les années 2000 dans le cercle de Kati. Un nouveau cycle d'investissement familial s'amorce alors à distance de Bamako.

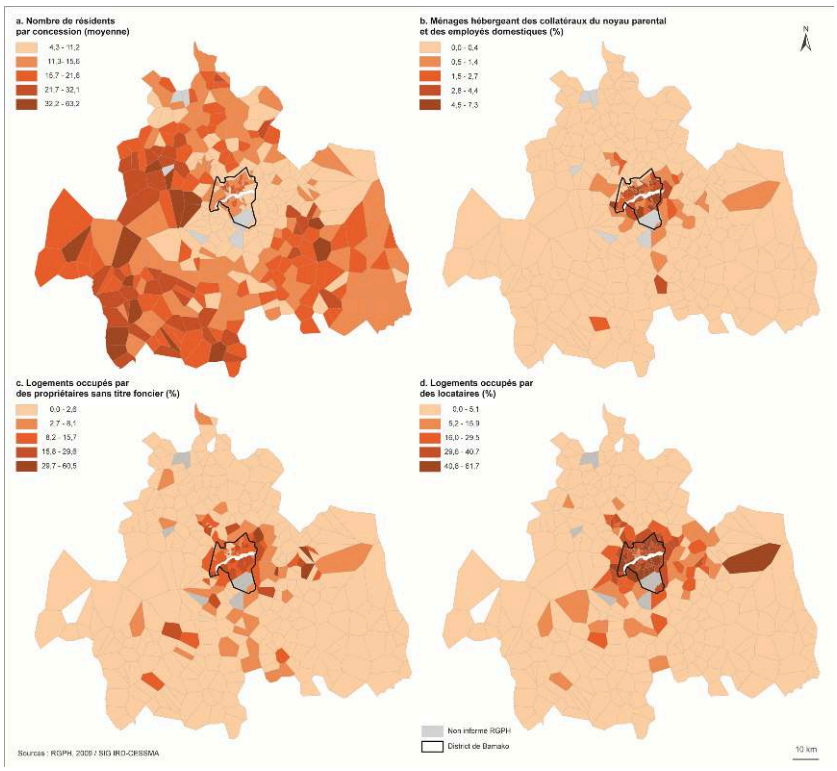
3.2. Trois modèles d'étalement urbain

57 Les stratégies de desserrement résidentiel des familles déplacent en effet vers l'agglomération le pari d'accès à des parcelles neuves, ce qui rappelle la manière dont la ville s'est d'abord fabriquée au sein du district. Le temps passé à rejoindre les lieux d'emploi ou de formation de Bamako et le manque d'aménagement territorial entrent certes en ligne de compte dans ces arbitrages des ménages entre proximité et distance. Mais la considération sociale accordée avant tout aux propriétaires, même sans titre et au prix de nouvelles informalités, découle de ce modèle historique donné par les vieux quartiers, qui a fait des locataires des citoyens de seconde classe. Le renouvellement intergénérationnel de la propriété s'engage alors à l'échelle des 26 communes rurales prises en compte pour suivre les influences bamakoises.

58 Dans cette interface, une première spatialisation des données censitaires montre pourtant un relatif écrasement des différences entre milieux urbain et rural. Cette tendance vient le plus souvent de contrastes propres au second, comme le montre l'habitat des concessions à plusieurs logements (Fig.5), mais aussi de moyennes convergentes pour ces deux milieux, comme l'illustre la taille des ménages[5].

59 Une deuxième configuration rapproche de même les proportions données par la ville et par le milieu rural ; mais elle introduit un tiers bien dessiné et très homogène entre ces deux géographies. La charge démographique des maisons en donne une des rares illustrations, en conjuguant la taille des ménages et leur nombre dans les concessions (Fig.7a). La ceinture de Bamako se singularise ainsi en creux, au début de son histoire urbaine. C'est le territoire des lots à bâtir standardisés à moins de 300 m² et des parcellements récents. Il s'étend plus manifestement vers l'est et le sud, sur les basses terres de la vallée du Niger, que vers les Monts mandingues dominant Bamako d'une centaine de mètres au nord. Avec ces faibles charges résidentielles, l'inscription spatiale de nouvelles lignées ne fait que s'amorcer, en dépit de l'âge déjà avancé de certains chefs de ménage qui ont tardé à s'autonomiser et qui ouvrent déjà leurs nouveaux biens à la location pour financer d'autres travaux. La rupture territoriale est donc double : d'une part avec le profil dense des quartiers quittés, d'autre part avec les villages aux familles élargies que les convoitises foncières des citadins n'ont pas encore perturbés.

Figure 7 – L'auréole suburbaine : creux de peuplement ou front de propagation dans le cercle de Kati (26 communes rurales)



60 Le troisième modèle, gravitaire, domine l'information censitaire en nombre d'observation concernées (Fig.7 b-c-d). Il se distingue par des gradients réguliers de valeurs, qui diminuent plus souvent qu'elles progressent depuis la ville-centre. Dans ce cas, les localités jouxtant le district font figure de banlieues peuplées en continu, tandis que d'autres, plus distantes et en chapelet le long des principaux axes de communication, dessinent un peuplement périurbain discontinu. Dans ces deux cercles d'influence, il ne s'agit plus d'une franche rupture spatiale entre les milieux urbain et rural. La question est davantage de savoir jusqu'où les valeurs fondées par Bamako ont

débordé de son district, et si le dégradé avait déjà commencé en son sein avant de se poursuivre vers les périphéries de l'agglomération.

61 Les cartes se rejoignent ainsi aux deux extrêmes des perspectives de sédentarisation résidentielle et d'épanouissement familial : en suivant la tenure du logement, le gradient des propriétaires sans titre n'apparaît pas différent de celui des locataires. De même progresse au-delà de Bamako un schéma d'accueil associant des parent collatéraux et des employés domestiques dans les ménages. Même avec une extension contrastée au sein du district et une occurrence limitée dans l'agglomération, il rappelle les vieux paradoxes soulevées par les familles urbaines, entre les solidarités qu'elles ont préservées avec les villages d'origine et leur aspiration à une certaine distinction marchande.

Conclusion

62 Alors que le recensement reste de portée limitée pour aborder l'intimité de la vie familiale, son exploitation mérite d'être poursuivie pour analyser la spatialité du changement social. Entre densification et étalement territorial, la croissance urbaine ouvre de nouvelles pistes pour interroger les choix conjugaux et résidentiels des ménages sous l'angle de normes sociales, de contraintes de cohabitation et de marges d'autonomie. La capitale malienne illustre un contexte dans lequel la construction d'une maison, en vue de sa transmission aux héritiers, vaut réalisation de soi et identification à une lignée. Mais l'orientation marchande et spatiale que prennent ces entreprises familiales conduit à repenser les relations entre migration, logement et mobilité en ville.

63 Alors que la taille et la composition des ménages connaissent peu de variations dans l'espace bamakois, les conditions de leur résidence montrent en effet des contrastes plus marqués. Les inégalités économiques s'accentuent, entravant la reproduction du schéma de décohabitation-relocalisation-épanouissement démographique initié par les précédentes générations de chefs de famille, ou déplaçant sa réalisation sur les périphéries urbaines. L'exportation de ces logiques au-delà du district ouvre un nouveau cycle de fondation de maisons familiales. Les faibles valeurs de cohabitations que montrent les localités suburbaines permettent alors de réamorcer une ouverture à la location, ainsi que l'accueil sélectif de parents issus des fratries d'origine.

BIBLIOGRAPHIE

Antoine Ph. (éd.), 2007, *Les relations intergénérationnelles en Afrique. Approche plurielle*. Nogent-sur-Marne, CEPED (RenConTres), 255 p.

Antoine Ph., Diop A.B. (éds.), 1995, *La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine*. Dakar et Paris, IFAN / ORSTOM, 360 p.

Antoine P., Herry C., 1983, Urbanisation et dimension du ménage. Le cas d'Abidjan. *Cahiers Orstom, série Sciences humaines*, XIX (3), pp.295-310.

Antoine Ph., Marcoux R. (dir.), 2014, *Le mariage en Afrique. Pluralité des formes et des modèles matrimoniaux.* Québec, Presses de l'Université du Québec (Sociétés Africaines en Mutation), 291 p.

Antoine P., Ouédraogo D., Piché V., Diop A.B. (éds.), 1998, *Trois générations de citadins au Sahel. Trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako*. Paris, L'Harmattan, 276 p.

Bertrand M., 1999, Bamako (Mali) : habitat de cour et mobilités résidentielles. *Espace, Populations, Sociétés*, n 1, pp.119-138.

Bertrand M., 2012, Ménages, familles et résidence. In E. Ardayfio-Schandorf, M. Bertrand, P. Yankson, *The Mobile City of Accra. Urban Families, Housing and Residential Practices*, Dakar, CODESRIA Book Series, pp.99-128.

Bertrand M., 2021, *Bamako. De la ville à l'agglomération*. Marseille, IRD Éditions, 341 p.

Bertrand M., Deleau M., 2021, *Rapport d'étude final – Analyse statistique et cartographique*. Paris et Bamako, Collaboration de recherche IRD-CESSMA / INSTAT « Approche longitudinale et spatialisée du développement urbain de Bamako dans son District et dans le Cercle de Kati », 171 p. et annexes cartographiques : 139, 117 et 131 p.

Borderon M., Oliveau S., Machault V., Vignolles C., Lacaux J.-P., N'Donky A., 2014, Qualifier les espaces urbains à Dakar, Sénégal. Résultats préliminaires de l'approche croisée entre télédétection et données censitaires spatialisées. *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne] DOI : https://doi.org/10.4000/cybergeo.26250

Calvès A.E., Dial F. B., Marcoux R. (dir), 2018, *Nouvelles dynamiques familiales en Afrique*. Presses de l'université du Québec (Sociétés africaines en mutation), 425 p.

Delaunay D., Boyer Fl., 2017, La famille ouagalaise : de la fonction reproductive aux arrangements résidentiels. Paris, IEDES (Monographies Sud-Nord) [En ligne] https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010069795

Dial F.B., 2018, *Mariage et divorce à Dakar. Itinéraires féminins*. Paris, Karthala, 204 p.

Doquet A., 2014, Les stratégies conjugales des jeunes Maliennes : de nouvelles formes d'autonomie ? In J. Brunet-Jailly, J. Charmes, D. Konaté (dir.), *Le Mali contemporain*. Marseille, IRD Éditions, Éditions Tombouctou, pp.387-415.

Fournet F., Meunier-Nikiema A., Salem G. (dir.), 2008, *Ouagadougou (1850-2004). Une urbanisation différenciée*. Marseille, IRD Editions, 143 p.

Groupe de réflexion sur l'approche biographique (Grab), 2009, *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes biographiques*. Paris, INED (Méthodes et savoirs, 3), 340 p.

Le Bris E., Marie A., Osmont A., Sinou A., 1987, *Famille et résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*. Paris, L'Harmattan, 268 p.

Ouédraogo D., Piché V. (dir.), 1995, *L'insertion urbaine à Bamako*. Paris, Karthala, 206 p.

Pilon M., Locoh T., Vignikin E., Vimard P. (éd.), 1997, *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines*. Paris, Ceped, 432 p.

Tabutin D., Schoumaker B., 2020, La démographie de l'Afrique subsaharienne au XXIe siècle. Bilan des changements de 2000 à 2020, perspectives et défis d'ici 2050. *Population*, vol. 75, n°2-3, pp. 169-295.

Vignikin K., Vimard P. (dir.), 2005, *Familles au Nord, familles au Sud*. Louvain-la-Neuve / Marseille, Academia-Bruylant / IRD, 693 p.

Lessault D., Imbert C., 2013, Mobilité résidentielle et dynamique récente du peuplement urbain à Dakar (Sénégal). *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne] DOI : https://doi.org/10.4000/cybergeo.26146

NOTES

1. L'indice synthétique de fécondité est de 5 enfants par femme en 2009, contre 6,7 dans le milieu rural. La moyenne nationale donnée par l'Institut national de la Statistique se maintient à 6,1 depuis 2013.
2. L'auteur tient à remercier Assa Gakou, Cheffe du Département des Statistiques Démographiques et Sociales de l'INSTAT-Mali pour son appui dans la convention de recherche avec l'IRD-CESSMA (2018-2020). Le 5ème RGPH est prévu à la fin de 2021.
3. Projet « Mobilités ouest-africaines » sélectionné dans le cadre du programme ANR-AIRD « Les Suds, aujourd'hui » (IRD- UMR 201, 2008-2011).
4. 38 % des épouses enquêtées et 19 % de leurs maris n'ont pas été scolarisés ; 10 % ont fréquenté le lycée, voire l'université, contre 22 % des conjoints.
5. 6,3 personnes dans le district, 6,5 dans les autres localités de l'aire d'étude.

RÉSUMÉS

Bien étudiés en Afrique subsaharienne, la transformation des familles souligne la lenteur des transitions démographiques dans les pays sahéliens. Elle rappelle l'importance du mariage et des valeurs encore élevées de fécondité urbaine, mais révèle aussi les schémas résidentiels diversifiés dans lesquels s'inscrivent aujourd'hui les familles africaines. L'impact d'une croissance urbaine rapide et d'une population jeune née en ville comptent dans ce changement social. Mais il manque aux études une spatialisation fine des données et la perspective d'analyser une différenciation territoriale croissante. Il leur manque surtout une cartographie élargie, à l'échelle de grandes agglomérations dont le fonctionnement économique s'est libéralisé en quelques décennies.
L'article cherche à combler ce manque pour la capitale malienne, en suivant le déplacement des contraintes de logement et de mobilité des ménages vers les périphéries métropolitaines. A l'appui de données d'enquête et des derniers recensements, il mesure les contrastes que suscitent la constitution des ménages et leurs cohabitations résidentielles. Les variables et synthèses proposées permettent ainsi de caractériser les familles entre des processus de densification et d'autres d'étalement urbain. Au sein du district de Bamako, l'opposition des espaces centraux et périphériques cède la place à une nouvelle typologie des quartiers, selon des critères aujourd'hui plus variés que ceux de leur ancienneté et de leur densité. Elle reste cependant structurante dans la circonscription administrative englobante où plusieurs centaines de localités en cours d'urbanisation montrent un dégradé des influences bamakoises, plus souvent que les deux autres modèles spatiaux qui sont examinés pour l'agglomération.

The transformation of sub-Saharan African families underlines the slowness of demographic transition in the Sahel countries. Many studies have highlighted the role of marriage and high levels of urban fertility, while African families experience diversified residential patterns nowadays. The impact of rapid urban growth and a young urban-born population are determinant factors of this social change. However, studies lack spatial information and the perspective to analyse increasing territorial differentiation. Above all, they lack broader maps at the scale of large agglomerations whose economic functioning has been liberalised in a few decades.

This paper seeks to fill this gap for the capital of Mali by following the shift of housing and mobility constraints towards the metropolitan peripheries. Using survey data and the latest censuses, it measures contrasts arising in households' constitution and residential cohabitation. Various variables characterise families between the two processes of densification and urban sprawl. Within the district of Bamako, the opposition of central and peripheral spaces gives way to a new typology of neighbourhoods according to other criteria than their age and density. However, it remains structural in the surrounding district, where several hundred localities show a gradation of Bamako's influences, more often than the two other spatial models examined for the metropolis.

INDEX

Keywords : households, polygamy, urban dwelling, spatial differentiation, Mali, Bamako
Mots-clés : ménages, polygamie, logement urbain, différenciation spatiale, Mali, Bamako

AUTEUR

MONIQUE BERTRAND

Directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement, CESSMA, UMR 245 – IRD/Université de Paris